

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 89

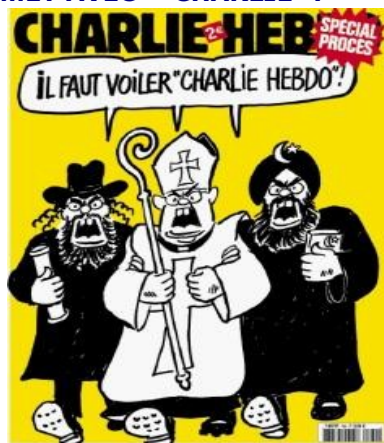
Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

A SAVOIR

SOLIDARITE AVEC JOSE... « NON A LA REPRESSION DU MOUVEMENT SYNDICAL !

Le Mars et la Gauche Républicaine expriment leur solidarité avec José Bové que la "justice" française veut envoyer 4 mois en prison pour un arrachage de maïs OGM en 2004 ! La lourdeur de cette peine, hors de proportion avec l'acte commis, démontre deux choses. La première : on ne badine pas dans ce pays avec les OGM ni avec les intérêts des firmes agro-alimentaires dominantes. La seconde, qui devrait concerner tous les citoyens attachés aux libertés syndicales (quelles que soient par ailleurs leurs opinions sur les OGM), confirme l'aggravation de la répression qui touche le mouvement social et syndical. Cette sentence rappelle en effet les projets de restriction du droit de grève au nom du «service minimum» mais aussi les lourdes condamnations qui avaient touché des jeunes militants après les manifestations anti-CPE. Dans tous les cas il s'agit d'intimider ceux qui ne se résolvent pas à l'ordre libéral. Nous exigeons le maintien en liberté de José Bové ! » (communiqué GR-MARS)

...ET AVEC « CHARLIE ».



SARKOZY RAFLE AUX RESTOS DU CŒUR.

Mardi 30 janvier vers 19h, une rafle a lieu place de la République à Paris. Les policiers contrôlent les identités dans le métro et aux sorties - contrôle ciblé des personnes «visiblement étrangères». Une vingtaine, peut-être plus, de «sans papiers» est arrêtée. Au même moment, sur le terre-plein central de la place, les restos du cœur organisent une distribution de 400 repas... Une «opération» du même ordre a eu lieu il y a une quinzaine de jours. Fin décembre, le Préfet de Police de Paris a eu une attitude digne en interdisant la distribution de soupe au porc organisée par l'extrême droite et destinée à trier les «bons pauvres» des «mauvais pauvres». Laissera-t-il interdire les restos du cœur aux sans papiers en transformant les lieux de distribution en piège ? (Source : Réseau Education Sans Frontières)

EDITO: LES OUVRIERS, OUBLIES DE LA PRESIDENTIELLE.

Extraits d'un article de notre camarade Pierre Mascomère, publié dans le numéro de février de Faits & Arguments, organe de la Gauche Citoyenne des Yvelines.

Les ouvriers, que l'on présente souvent comme une espèce en voie de disparition, représentent encore 36% de la population salariée. Si le secteur industriel ne représente plus que 17% du PIB français, il en totalise 40% en comptant tout ce qui lui est directement lié. Ainsi, si l'industrie ne se porte pas bien, c'est toute la croissance qui en est affectée.

Et l'industrie va mal ; un sous investissement chronique en est à la fois la conséquence et la cause. En fait le cercle vicieux est enclenché. On enregistre une chute drastique de l'emploi industriel : après une stagnation de 1994 à 2001, il est passé de 4,2 à 3,7 millions de postes en 2006. Et cela s'accélère : des délocalisations de plus en plus nombreuses, les capacités à l'export réduites par l'euro fort, des entreprises stratégiques rachetées hors Europe comme Arcelor ou Péchiney, des joyaux industriels abandonnés à des intérêts privés et personnels comme EADS et Airbus, dans le cadre d'une politique économique qui se réduit à faire plaisir à des amis et aux différents lobbies (cf. Suez).

Quelles sont les perspectives pour les ouvriers aujourd'hui ? Ils savent pertinemment que le coût global salarial en France (20\$ l'heure) est sans comparaison plus élevé que chez les nouveaux venus européens : 6\$ en Pologne, 2\$ en Roumanie. Certes il est moins élevé qu'en Allemagne : 30\$, en Belgique ou au Danemark : 32\$ et même qu'en Suède : 25 \$. Ce coût global du travail est pourtant comparable à celui de la Grande Bretagne et du Japon et même inférieur à celui des EU : 22 \$, (éléments, bien sûr, ne figurant que cachés dans les articles des journalistes et politiques de tous bords).

Les ouvriers savent bien qu'il n'est pas possible, dans l'industrie ouest européenne, d'obtenir des rendements financiers de 15%. Les investissements resteront donc nuls et l'industrie disparaîtra. Comme en Espagne, mais il semble que les Espagnols n'aient pas encore compris que leur pays n'existerait plus si l'Allemagne se mettait à tousser !

Et que propose t on ? Réduire les prélèvements obligatoires ! Curieusement, on mélange avec le coût du travail les impôts payés par les patrons ! Et nombreux sont les politiques de tous bords qui n'y voient pas malice, on attend la protestation du PS ! C'est pourtant la retraite des ouvriers qui sera réduite, leur retraite, leur seul « capital », leur seul patrimoine !

Mais aujourd'hui les petits salariés ne sont plus à l'écart, menacés aussi de délocalisation. C'est la Compagnie d'Assurances AXA, et d'autres, qui annoncent leur intention de délocaliser des milliers de postes. Ces petits salariés représentent 23% de la population salariée. Avec les ouvriers ils totalisent donc 59% de la population salariée, une large majorité des salariés, une majorité de l'électorat populaire. Quel candidat de gauche, à ce jour, a vraiment répondu à cette angisse ?

Pierre Mascomère

COMMUNIQUE DU MARS ET DE LA GAUCHE REPUBLICAINE

PAS D'EGALITE SANS DES SERVICES PUBLICS FORTS !

Ce jeudi 8 février, les fonctionnaires seront de nouveau nombreux à battre le pavé à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU, de l'UNSA et de Solidaires. Après de longues années de culpabilisation infligée par la droite, ils jugent désormais inacceptable de continuer à subir les foudres dogmatiques des casseurs libéraux. La dévalorisation permanente des métiers orchestrée par Nicolas Sarkozy et les siens a bel et bien conduit à un recul de l'attrait que pouvait susciter la fonction publique. Les pertes de pouvoir d'achat à répétition depuis 2000 (plus de 6 %) vont ainsi de pair avec une augmentation de la pénibilité des métiers et avec de simple remplacement d'un agent sur deux partant en retraite. On demande dès lors beaucoup d'efforts à ceux qui au quotidien se doivent déjà d'être au service des Français.

Nous savons qu'il s'agit pour la droite d'un combat idéologique qui vise à briser les liens du pacte social au profit de la prétendue liberté qu'apporteraient des choix individualistes. C'est cette conception négatrice de ce qu'est la République, de ce que nous avons en partage et que la collectivité peut et doit nous apporter, que le MARS et la Gauche Républicaine dénoncent. Nous entendons également l'appel des enseignants qui porteront aussi, dans les cortèges, la colère qui émane de la modification de leurs statuts, de la diminution du nombre de postes et de la bivalence qui leur est demandée. Les difficultés de la profession, comme le prouve la situation dans nombre d'établissements ces dernières semaines, n'ont d'égal que le mépris et la morgue affichés par le Ministre de l'éducation nationale Gilles de Robien, ou l'incompétence provocatrice du porte-parole du gouvernement, Jean-François Coppé dans le domaine des salaires des enseignants. A l'heure où certains se devraient de porter des visions fortes pour notre pays, le MARS et la Gauche Républicaine réaffirment que les services publics sont un élément majeur de cohésion et qu'il est hors de question de les remettre en cause, fût-ce par des moyens détournés. Nous les savons fondamentaux au besoin d'égalité qui est notre aspiration partagée. Leur défense, et par la même celle des conditions de travail de leurs agents sont un geste fort en faveur de la société tout entière.

HUMEUR. PROTECTIONNISME : LEVER UN TABOU. Tribune de Christophe Ramaux publiée dans Politis du 1er février (n°937)

Le protectionnisme est tabou pour une partie de la gauche non libérale¹. Les bonnes raisons ne manquent pas. Il peut verser dans le nationalisme. La doxa nous le rappelle inlassablement en parlant dans les deux cas de tentation. Il peut accréditer l'idée que la contrainte extérieure explique tout – l'austérité salariale, le démantèlement des droits sociaux – et désarmer en laissant entendre qu'aucune autre politique ne serait, en l'attendant, possible. Il passerait outre que ce sont les firmes multinationales qui organisent les choix de localisation de leurs investissements – dont les délocalisations au sens strict (fermer ici pour transférer là-bas) ne sont qu'une infime partie – ou de leurs achats (sous-traitance, etc.). Enfin, il empêcherait le développement des pays moins développés en leur interdisant l'accès aux innovations technologiques (si on brime les investissements) et la possibilité de bénéficier de leurs avantages comparatifs (si on restreint leurs exportations). Ce dernier argument renvoie à certains bienfaits des échanges et de la concurrence que reconnaît donc, à l'occasion, la gauche non-libérale : c'est un point positif tant elle peine à le faire par ailleurs.

Mais les bonnes raisons ne font pas raison. Et ce d'autant moins qu'il faut prendre la mesure du caractère radicalement nouveau de l'actuelle mondialisation. Avec elle, une partie du capital s'emploie à établir un régime inédit de mise en concurrence généralisé des pays et de la main-d'oeuvre. Un régime de déflation salariale comme le souligne J. L. Gréau dans *L'avenir du capitalisme* (Gallimard)². La protection sociale, le droit du travail ou les services publics sont alors autant de cibles. Preuve de sa redoutable cohérence, le néolibéralisme s'emploie simultanément à saper la démocratie politique, soit le fondement politique de l'Etat social. Et cela en discréditant son cadre d'exercice principal qu'est l'Etat-nation citoyen (avec l'éloge par le bas du communautarisme, du régionalisme et de la décentralisation aveugle et celui par le haut des institutions supra-nationales).

Que faire ? Ne pas nier l'ampleur des enjeux d'abord. La mise en concurrence est réelle. Les entreprises implantées dans les pays émergents - Chine et Inde en tête - ne réalisent pas seulement des produits bas de gamme. Elles sont déjà en mesure, et cela sera plus vrai encore demain,

de produire des biens et services complexes. Certes la France accueille aussi des investissements étrangers. Mais ils sont souvent d'une autre nature : rachat d'entreprises, de capacités de production déjà existantes, ici ; implantations de nouvelles capacités de production là-bas. Parce qu'elle est généralisée, la concurrence opère aussi à l'intérieur de l'Union européenne. De la part des nouveaux membres bien sûr, mais aussi, depuis quelques temps, de la part de l'Allemagne.

La raison économique, si du moins on ne la réduit pas à celle de la finance, exige de rompre à la fois avec la libéralisation financière et le libre-échange. Les pays moins développés ont besoin d'investissements étrangers pour accéder aux innovations technologiques. Ils n'ont rien à gagner, si ce n'est la dépendance, à une croissance tirée par les exportations. C'est bien la satisfaction des immenses besoins de leurs peuples qui doit la tirer.

La raison démocratique l'exige tout autant. N'est-ce pas la possibilité pour les communautés de citoyens de choisir leur destin qui est en jeu ?

La concurrence, les échanges, ont évidemment du bon. On ne peut néanmoins confier au marché, ni a fortiori au capital, le pilotage exclusif de l'économie. Celui-ci exige aussi de l'intervention publique. Ce qui est vrai de façon générale, l'est pour les relations économiques internationales. Dans la Grande transformation - ouvrage qui vaut surtout pour ses intuitions - K. Polanyi retient une définition large du protectionnisme en y intégrant la protection sociale et commerciale. Cela donne une boussole : ni économie de marché, ni tout-Etat, et donc ni libre-échange, ni protectionnisme intégral.

Le plaidoyer en faveur d'un néo-protectionnisme (voir le site <http://www.protectionnisme.eu>) va, de ce point de vue, dans le bon sens : il s'agit, en relançant notamment le Tarif extérieur commun de l'Union européenne, de permettre à la concurrence de s'exercer, mais de façon régulée et à l'intérieur de zones relativement homogènes. Cela permettrait de réduire les échanges internationaux et donc la pollution. Ce néo-protectionnisme ne suffit pas à dessiner un projet global à opposer aux libéraux. Il ne répond pas à la concurrence entre pays d'une même zone. Sans cette pièce là, nul projet cohérent cependant.